



Conseil économique et social

Distr. générale
5 janvier 2017
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante et unième session

13-24 mars 2017

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par Regards de Femmes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

L'ONG « Regards de femmes » réagit sur « Les crises et les femmes : fenêtres d'opportunité ou menaces de régression ». On redécouvre aujourd'hui le risque de stagnation séculaire des économies. Il faut y ajouter celui de la régression des droits des femmes. Les défis du XXI^e siècle ne pourront être surmontés en ignorant ou en écartant la moitié de la force créatrice de l'humanité. L'autonomisation économique des femmes exige une mutation efficace du monde du travail. Il convient donc d'analyser la situation, les problèmes actuels et leurs causes, grâce à une lecture prenant en compte les rapports sociaux de genre pour proposer des outils efficaces.

Cette nouvelle approche suppose de déconstruire les schémas traditionnels, les rôles sociaux, économiques et politiques assignés aux femmes et aux hommes. Einstein disait « les préjugés sont plus difficiles à désintégrer que l'atome. »

Les crises économique et financière créent la tentation de marginaliser les activités économiques des femmes, de les utiliser comme variable d'ajustement. Les politiques de récession, dites politiques d'ajustement, résultant des choix du FMI, choix d'ailleurs fortement révisés par cette institution, de l'Union Européenne, de l'OMC se traduisent par des coupes dans les services publics et les prestations sociales. Les femmes en sont souvent les premières victimes.

Les crises économique, financière et sociale de longue durée actuelles sont différentes des récessions précédentes. Les femmes, parfaitement étrangères à ces crises, sont menacées d'en subir de manière disproportionnée les effets qui remettent en cause leurs acquis sociaux :

- La menace de régression des droits conquis et/ou de stagnation sur le chemin qui reste à parcourir pour que les droits formels existants soient réellement exercés;
- Les dépenses sociales contribuent à compenser les inégalités économiques et sociales entre les femmes et les hommes. Les diminuer touche avant tout les femmes qui constituent l'écrasante majorité des bas salaires.

Les femmes ne sont pas des rentières, elles détiennent seulement 1% du patrimoine mondial, perçoivent 10% des revenus de la planète, représentent 70% des pauvres du monde. Le visage de la pauvreté est féminin!

La crise est aussi sexuée dans ses caractéristiques et dans ses impacts. Les femmes représentent le moteur le plus puissant de croissance économique de la planète. Elles ont contribué à l'expansion économique plus que les nouvelles technologies ou les marchés émergents de la Chine et de l'Inde combinés. Il est indispensable d' :

- Élaborer des politiques adaptées qui associent les femmes aux réponses apportées tant dans les plans de relance que dans les phases de transition qui s'ensuivent;
- Investir dans l'infrastructure sociale pour alléger la charge qui pèse de façon disproportionnée sur les femmes afin de leur permettre de participer pleinement à tous les domaines de la vie économique, financière, sociale et politique.

Des outils efficaces

Il convient de contrecarrer les risques de la stagnation séculaire en favorisant la promotion de l'égalité entre femmes et hommes dans la sphère économique et sociale.

Lutter contre l'inégalité des sexes n'est pas seulement une question éthique, c'est aussi mieux gérer les ressources humaines. Des femmes plus nombreuses sur le marché de l'emploi créeront davantage de richesses, consommeront davantage de biens et de services et contribueront à accroître les recettes fiscales. Des équipes de travail mixtes induisent un meilleur potentiel d'innovation.

Le potentiel d'évolution des femmes est freiné en particulier par :

- Le partage inégal des responsabilités familiales (enfants, parents âgés, tâches ménagères, etc.);
- L'insuffisance des structures publiques d'accueil des jeunes enfants,
- La ségrégation horizontale et verticale du marché du travail;
- La ségrégation au niveau de l'orientation scolaire et des études;
- La non-reconnaissance de leurs qualifications et des compétences mises en œuvre dans de nombreux métiers;
- Le travail précaire (à temps partiel non choisi, informel, ...);
- L'écart salarial entre hommes et femmes;
- La violence et le harcèlement à caractère sexuel;
- Le trop faible nombre de femmes ayant des responsabilités dans les domaines économiques et politiques;
- Les conditions défavorables pour les femmes entrepreneuses, le soutien trop faible aux créations et aux transmissions d'entreprises et l'accès limité aux financements;
- Le manque de modèles féminins positifs;
- L'offensive des obscurantistes et des théocraties qui vise à légitimer le retour de traditions néfastes.

Les femmes ne se mettent pas en avant comme les hommes le font, elles hésitent à poser leur candidature à des postes à responsabilités, manquent de confiance en elles, ne constituent pas de réseaux, ne saisissent pas les occasions qui se présentent et sont trop souvent réticentes à combattre les discriminations.

De façon générale, il faut construire une organisation sociale positive en termes de parité et d'égalité femmes/hommes. Il faut introduire une dimension de genre dans les analyses de la société et de l'Histoire, dans les propositions et conceptions des politiques, dans les revendications et les évaluations.

Il faut prendre en compte le principe d'égalité/parité dans les politiques publiques, les politiques macro-économiques, notamment budgétaires, des retraites, des transferts, du marché du travail : de la conception ex ante à l'évaluation ex post. On en est loin malgré quelques efforts de budgétisation axée sur l'égalité des sexes. Cette prise en compte doit porter sur les dépenses, mais aussi sur les prélèvements,

les recettes et les effets. Les plans « dits de stabilisation » à cet égard ne sont pas une avancée.

Les procédures d'évaluation ne peuvent, pas plus que les décisions, être laissées à des clubs d'hommes. Seule la parité dans toutes les instances décisionnelles pourra faire exploser ce qui n'est ni un plancher de glue ni un plafond de verre mais des blockhaus du système machiste.

S'attaquer à la ségrégation sur le marché du travail

Les obstacles à la mixité des emplois et des fonctions sont inconscients et liés à des représentations. Ils s'enracinent dans le système éducatif, avec des choix de professions différentes pour les filles et pour les garçons. Parents et enseignants doivent être davantage sensibilisés aux conséquences des choix d'orientation des jeunes.

Des dépenses publiques d'éducation égales pour les deux sexes permettraient aux femmes d'acquérir les compétences nécessaires aux nouveaux emplois, aux technologies de l'informatique et de la communication, aux postes scientifiques de tous niveaux.

Ce soutien à l'éducation des filles devrait ensuite être logiquement étendu aux femmes sur le marché du travail afin qu'elles atteignent les mêmes responsabilités et rémunérations que les hommes. Tout ce qui diversifie les accès aux métiers et aux activités économiques et de recherche pour les femmes est donc à promouvoir. Les contributions des femmes, leur niveau élevé de formation et leur potentiel pour répondre aux futurs besoins du marché du travail demeurent sous-estimés et méconnus.

La recherche scientifique doit consacrer une attention particulière aux objectifs liés à l'émancipation des femmes, telle la pilule contraceptive, découverte majeure pour les femmes et pour la démographie, et lutter contre les tendances obscurantistes actuelles.

Quels que soient les indicateurs, la situation des femmes reste inégalitaire, ce qui représente un coût pour la société.

L'accès égalitaire des femmes aux postes de décision a un effet positif sur les performances des entreprises, plus de femmes entrepreneuses apportent de la valeur ajoutée et des contributions financières supplémentaires à l'économie grâce à l'innovation et à la création d'emplois.

Faire porter les efforts sur les conditions d'accès et de maintien des femmes sur le marché du travail, combler l'écart salarial entre les hommes et les femmes promet davantage de croissance et de meilleurs emplois, la prévention de la pauvreté, et un moindre coût en matière de « réparation sociale ». La pauvreté en Europe concerne majoritairement la catégorie des femmes cheffes de famille ayant des enfants.

La marche vers l'égalité des sexes peut continuer à créer de la croissance et des emplois. En augmentant le taux d'emploi des femmes, en réévaluant les salaires féminins, cela créera des besoins supplémentaires de services, du pouvoir d'achat, des capacités de consommation accrues et des recettes fiscales.

Enfin, Regards de Femmes insiste sur la dimension francophone de ses actions. La conception républicaine issue de 1789 et de l'universalisme

révolutionnaire ne doit certes pas s'appliquer uniquement à l'espace francophone, mais via les principes de Liberté, Égalité, Fraternité et Laïcité, qui sont des repères forts et dynamiques. Après l'étape du suffrage universel, après les victoires sur les dictatures, il reste à confirmer l'affirmation des droits sociaux et reproductifs dans tout l'espace géographique francophone et prolonger l'universalité des principes républicains en garantissant la parité entre les femmes et les hommes.
